

1954] (p. 4568). — Prend part à la discussion des projets de loi portant ratification des Accords de Paris ; Rapport n° 9703, Art. 2 et 3 (Admission de la République Fédérale à l'O.T.A.N.) : *Ses explications de vote : votera les Accords malgré sa fidélité à la Résistance et son hostilité au Gouvernement (Fait accompli du réarmement de l'Allemagne de l'Est, dialectique spéculaire sur l'unification)* [27 décembre 1954] (p. 6880). — Dépose une demande d'interpellation sur les officiers généraux d'Indochine [18 janvier 1955] (p. 69). — Pose à M. le Ministre de la Défense nationale et des Forces armées une question relative au nom de la nouvelle promotion de l'école de Saint-Cyr [21 janvier 1955] (p. 97). — Prend part à la discussion : d'interpellations sur la situation en Afrique du Nord : *Le « peuple » algérien* [3 février 1955] (p. 696) ; — du projet de loi relatif au collectif d'ordonnement portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1954 et ratification de crédits, Etat A, AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Chap. 42-23 : *L'alliance française* [3 mars 1955] (p. 1013) ; — d'une proposition de loi relative à la désignation des personnes contraintes au travail en pays ennemi : *La déportation des résistants, capital moral* [3 mars 1955] (p. 1048, 1049) ; *Signification du terme de « déporté »* (p. 1049, 1050). — Dépose une demande d'interpellation sur le sort réservé aux télégrammes envoyés par les associations les plus représentatives des Français du Maroc [6 octobre 1955] (p. 4802) ; la développe : *l'A.F.P. et le télégramme de « Présence française » du 30 septembre* [7 octobre 1955] (p. 4887 à 4889) ; *Précisions sur le départ du Sultan Ben Arafâ* (p. 4888 à 4891) ; *Engagement du Résident général envers « Présence française »* (p. 4889) ; *Contradictions entre l'acte d'Algésiras et les réformes envisagées* (p. 4890 à 4892) ; *Ben Youssef et l'ordre de la libération* [8 octobre 1955] (p. 4940). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la lutte antialcoolique (limitation des débits de boissons) ; Art. 35 : *Amendement de M. Desson (Publicité)* [9 novembre 1955] (p. 5587, 5588). — S'excuse de son absence [24 juin 1954] (p. 3040), [9 novembre 1954] (p. 4824), [27 janvier 1955] (p. 319), [18 octobre 1955] (p. 5128), [25 octobre 1955] (p. 5249). — Obtient des congés [24 juin 1954] (p. 3040), [9 novembre 1954] (p. 4824), [18 octobre 1955] (p. 5128), [25 octobre 1955] (p. 5249).

**BEN TOUNÈS (M. Abderrahmane), Député d'Alger (2<sup>e</sup> Collège) (P.C.D.).**

*Secrétaire de l'Assemblée Nationale.*

Son élection est validée [10 août 1954] (p. 6311). — Est nommé membre : de la Commission de l'Intérieur [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; de la Commission de la presse [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

#### Dépôt :

Le 4 mai 1954, une proposition de loi portant nomination au titre de cadis dans les mahakmas « annexes » des bachadels chefs qui en remplissent actuellement les fonctions, n° 8362.

#### Interventions :

Est élu *juge titulaire de la Haute Cour de justice* [28 août 1951] (p. 6534). — Dépose une demande d'interpellation : sur la politique du Gouvernement à l'endroit du grave problème tunisien [22 janvier 1952] (p. 287). Est entendu : sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation (*Appel du Gouvernement tunisien à l'O.N.U.*) (p. 290, 291) ; — sur la situation en Tunisie [30 mai 1952] (p. 2587). — Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [14 janvier 1953] (p. 82). — Dépose une demande d'interpellation : sur les événements survenus en Algérie [12 novembre 1954] (p. 4945) ; est entendu sur la fixation de la date de discussion : *Négligence des cabinets antérieurs envers « le monde de l'Islam » depuis la Libération, « satisfecit » décerné à l'actuel Ministre de l'Intérieur, nécessité de réduire à leur juste mesure (« opération de police intérieure ») un « incident » dangereusement grossi par une certaine presse à sensation, loyalisme général de la population (ex. du caïd Saddok et autres), répression nécessaire mais avec discernement, pas de groupes d'auto-défense, éviter surtout de « remettre en cause toute la politique de progrès social, de réformes, etc. » (nouveau satisfecit)* [12 novembre 1954] (p. 4964, 4965) ; — sur les incidents survenus le 30 juillet 1955 au quartier de la Goutte-d'Or à Paris [5 août 1955]

(p. 4657). = S'excuse de son absence [17 juin 1952] (p. 2956), [10 juin 1953] (p. 3010), [23 février 1954] (p. 466), [7 juillet 1954] (p. 3267), [3 mars 1955] (p. 982), [28 mars 1955] (p. 1989). = Obtient des congés [17 juin 1952] (p. 2956), [10 juin 1953] (p. 3010), [23 février 1954] (p. 466), [7 juillet 1954] (p. 3267), [3 mars 1955] (p. 982), [28 mars 1955] (p. 1989).

**BERGASSE (M. Henry)**, *Député des Bouches-du-Rhône* [1<sup>re</sup> Circonscription], (A. R. S).

*Ministre des Anciens combattants  
et Victimes de guerre.*

[Cabinet René MAYER]

(du 8 janvier 1953 au 28 juin 1953)

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). = Est nommé Vice-Président de la Commission des affaires économiques [19 juillet 1951] (F. n° 7). — Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [17 juillet 1951] (F. n° 5), [21 octobre 1952] (F. n° 170); de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 juillet 1951] (F. n° 5), [6 octobre 1953] (F. n° 284), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission des immunités parlementaires [16 juillet 1953] (F. n° 278); — Est nommé membre titulaire de cette Commission [18 janvier 1955] (F. n° 482). — Est nommé membre : de la Commission des pensions [19 janvier 1954] (F. n° 341); de la Commission des territoires d'outre-mer [11 mars 1955] (F. n° 507). — Est désigné : par la Commission des affaires économiques pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la Convention de coopération économique et du programme de relèvement européen [21 septembre 1951] (F. n° 46); Est nommé membre de la Commission d'instruction de la Haute Cour de justice (art. 58 de la Constitution) [28 août 1951] (F. n° 28).

#### Dépôts :

Le 23 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir de toute urgence en aide aux sinistrés des départements des Bouches-du-Rhône et du Gard, n° 1691. — Le 21 octobre 1952, un

rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 3688) modifiant les articles 22 et 23 de la loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, n° 4439. — Le 12 mai 1953, un projet de loi étendant à certaines catégories d'Alsaciens et de Lorrains le bénéfice des dispositions de l'ordonnance n° 45-2468 du 20 octobre 1945 relative à l'attribution de prêts du crédit agricole mutuel aux agriculteurs et artisans ruraux prisonniers rapatriés et anciens déportés, n° 6145. — Le 27 octobre 1953, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 6449) concernant M. Guy Petit, n° 7001. — Le 5 décembre 1953, une proposition de loi tendant à reporter au 1<sup>er</sup> juillet 1954 l'effet de certains actes de procédure visés par le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, n° 7382. — Le 5 août 1954, une proposition de loi tendant à reviser les pensions des militaires et marins non officiers, retraités avant le 1<sup>er</sup> janvier 1948, et celles de leurs ayants cause, sur la base des soldes de la gendarmerie et de la garde républicaine, n° 9085. — Le 5 août 1954, une proposition de loi tendant à aménager les tarifs de solde des militaires et marins de carrière des grades de sous-lieutenant et de lieutenant pour tenir compte de la hiérarchie, n° 9086.

#### Interventions :

Prend part à la discussion du rapport sur les opérations électorales de la Haute-Saône : *Amendement de M. Mutter tendant à déclarer valables les apparentements et à proclamer élus MM. Georges Montillot et Liautey* [23 août 1951] (p. 6471). — Est élu *membre de la Commission d'instruction de la Haute Cour de justice* [28 août 1951] (p. 6534). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi instituant l'échelle mobile des salaires; Article additionnel : *Amendement de M. Ramarony tendant à appliquer les hausses de salaires aux prix agricoles qui seront relevés dans la même proportion* [20 septembre 1951] (p. 7520); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Chap. 50-20 : *Son amendement tendant à rétablir partielle-*